

8 EX/11
Annexe III
25 juin 1948

TELEGRAMME

X07.211 (495)

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL - UNESCO, PARIS

ZGP299 S ATHINAI 839/838 28 0300 GRGETAT

La campagne menée par les dictatures communistes s'est accrue à tel point en intensité et en horreur que la terreur déchaînée aujourd'hui défie toute description par sa cruauté calculée. Afin de soumettre les Grecs par la torture et d'autres peuples libres par la terreur, le communisme totalitaire a conçu et exécute actuellement un diabolique complot international qui consiste à enlever des dizaines de milliers d'enfants grecs. Des enfants de trois à quatorze ans sont méthodiquement séparés de leurs parents par la ruse ou par la force et transportés loin de leur foyer, de leurs églises et de leur milieu natal pour apprendre à haïr leur famille, leur religion et les vertus dont dépend la civilisation.

Alors que la Commission des Nations Unies pour les Balkans vérifie encore les détails de ce recours délibéré à la barbarie, les coupables se vantent ouvertement à la radio du rôle qu'ils ont joué dans ce crime international. Il est utile à leurs desseins que les mères et les pères du monde entier sachent qu'aucune considération d'humanité ne mettra un frein aux ambitions agressives de la tyrannie. De Belgrade, de Sofia, de Bucarest, de Budapest et de Tirana, les radios officielles annoncent l'arrivée de ces enfants grecs séparés de leurs parents. A ce crime odieux se mêlent les récits onctueux de l'accueil réservé à ces enfants dans ces capitales. Les trois cents enfants de trois à quatorze ans, dont l'arrivée était signalée de Tirana le 12 mars ; les quatre cents enfants qui - annonçait la radio de Belgrade le 14 mars - étaient reçus en Yougoslavie "avec une tendre affection" ; les six cents enfants qui, d'après des informations de Sofia, étaient attendus avec joie en Hongrie - tous ces enfants ne sont, paraît-il, que l'avant-garde des soixante mille enfants destinés aux orphelinats d'Albanie, de Bulgarie, de Yougoslavie, de Roumanie et de quelques autres pays.

La Grèce dévastée doit à la plupart des nations auxquelles s'adresse la présente communication l'aide généreuse et humaine qui lui a été fournie par l'entremise de l'UNRRA et d'autres organismes. Les nations civilisées ont essayé et essaient encore aujourd'hui de relever la Grèce. Tout au contraire, le communisme totalitaire s'efforce de saper les efforts des nations humanitaires. Les communistes ont commencé par des promesses qui se sont révélées mensongères. Ils ont eu recours à la force : ils apprennent aujourd'hui que les hommes libres préfèrent la liberté à la vie. Ils en viennent donc à voler et à corrompre des enfants qui sont ce que leurs parents ont de plus cher au monde, après l'honneur : l'honneur est tout ce qui reste aux parents dans les villages qui ont été ravagés l'un après l'autre. Les objectifs sont, hélas, évidents. A brève échéance, les communistes projettent de soumettre le peuple grec par la terreur. Ils prévoient que les parents grecs préféreront être esclaves sous un régime communiste en Grèce, plutôt que de voir leurs enfants emmenés pour être esclaves sous ce même régime sur une terre étrangère. Ils prévoient que ces parents, fuyant les ravisseurs d'enfants

afflueront dans les villes, que les champs, qui attendent les semences dont on a fait don à la Grèce afin qu'elle puisse se nourrir elle-même, demeureront incultes et que le nombre des réfugiés vivant de la charité publique enflera sans cesse. A longue échéance, l'objectif communiste est de pervertir l'esprit des enfants grecs enlevés, afin d'en faire les instruments de l'asservissement de leur patrie.

Parmi les pays qui prennent une part active à ce crime international, se trouvent des signataires de la Charte de l'Atlantique qui s'étaient solennellement engagés à contribuer à libérer le monde de la peur et de la misère, ainsi que des membres des Nations Unies qui avaient solennellement promis de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures des autres Etats Membres.

Le rapt des enfants grecs représente plus que la violation des clauses d'un traité : c'est un crime contre l'humanité. Ce crime se répète et se répètera tant que l'opinion publique mondiale ne se sera pas soulevée contre ces horreurs indicibles. Le peuple grec a prouvé, en luttant contre le totalitarisme nazi, et il prouve aujourd'hui en luttant contre le totalitarisme communiste son attachement à la liberté, à l'honnêteté et à la dignité humaine. La Grèce continuera la lutte, mais les nations civilisées du monde entier doivent reconnaître que cette bataille est la leur ; et il est juste que chacun supporte sa part du fardeau, suivant ses capacités. La Grèce continuera la lutte, mais il lui faut, dans cette lutte contre les ennemis de l'humanité tout entière, l'aide active de tous les gens civilisés.

La Commission créée par l'Assemblée générale pour assurer et contrôler l'observation, dans les Balkans, des principes de la Charte, soumettra bientôt, croit-on, un rapport sur ce dernier défi porté aux Nations Unies à l'humanité. L'urgence de la question est telle qu'elle exigeait cette déclaration préliminaire des vues du gouvernement grec.

TSALDARIS, Ministre des Affaires étrangères de Grèce.